

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

contre-courant

Organe trimestriel de la section à l'étranger de L'Organisation des Fedayin (Minorité)

Neuvième année----- NUMERO 36 ----- Octobre 2002

DANS CE NUMERO:

- ? [*Une décision ignoble de l'Organisation internationale du travail*](#)
 - ? [*« Union nationale », rêve ou réalité ?*](#)
 - ? [*La déclaration de G. W. Bush et l'Iran*](#)
 - ? [*La crise en Iran est beaucoup plus profonde que les "réformateurs" ne pensent*](#)
-

Une décision ignoble de l'Organisation internationale du travail

Selon une dépêche d'IRNA, agence de presse officielle de la République islamique, la Conférence internationale du travail a décidé, le 7 juin dernier à Genève, de supprimer le régime capitaliste islamique d'Iran des pays qui ne respectent pas les standards et droits internationaux du travail et cela après 18 années.

Tout travailleur et tout ouvrier consciencieux qui apprennent cette information en Iran condamnent une telle décision et un tel jugement. Car les ouvriers et travailleurs d'Iran sont broyés par les pressions économiques et politiques. Le régime renie leurs droits les plus élémentaires. Ils comprennent mieux maintenant que les institutions internationales sont sous l'influence des monopoles financiers lesquels négocient avec les régimes les plus réactionnaires, comme République islamique, pour rassurer les intérêts du capital international. Le Régime de la République islamique a entrepris une large campagne pour insinuer qu'il est un Etat capitaliste comme les autres. Cette campagne s'est renforcée après l'arrivée de Khatami à la présidence de la République. S'intégrer à l'économie mondiale et se faire accepter par les marchés internationaux sont très importants pour la République islamique. Le capitalisme d'Iran et la crise qui le revêt de la tête au pied dictent au régime la ligne c..... Il était très important, pour la République islamique, que l'OIT reconnaisse l'Iran comme pays respectant les organisations syndicales ouvrières et les conventions collectives du travail. Mais apparemment la République islamique ne remplissait pas encore les accords et garanties que le capital international et ses institutions lui demandaient de respecter. C'est pourquoi le bureau Asie - Pacifique de l'OIT a déclaré, au cours de sa treizième réunion régionale à Bangkok, qu'au vu de la communauté internationale des syndicats la Maison de l'ouvrier n'a pas encore joué suffisamment son rôle en tant qu'organisation syndicale libre et indépendante. C'est à ce moment-là que la République islamique a signé 11 autres conventions pour pouvoir réaliser les politiques économiques des monopoles financiers en Iran. La République islamique a ensuite signé, en début d'année,

deux autres conventions concernant l'interdiction du travail des enfants. Et finalement la récente conférence internationale Les lois de la République islamique interdisent le droit à la grève. Au même moment que la conférence internationale du travail sortait la République islamique des pays qui ne respectent pas les standards internationaux, le ministre du travail menaçait un rassemblement des ouvriers devant son ministère pour cause de nuire aux ouvriers eux-mêmes ! Le vice-ministre du travail préparait un projet de modification du code du travail pour donner plus de droits au patronat ! Il a déclaré aussi : « Parler de droit de grève ne veut rien dire dans notre pays. » Ces déclarations montrent que les hauts responsables du régime de la République islamique ne veulent même pas entendre parler de droits des ouvriers pour protester.

Les ouvriers d'Iran sont absolument contre la décision du Comité des standards du travail ayant retiré la République islamique des pays qui ne respectent pas les droits internationaux du travail.

L'analyse des institutions telle que l'Organisation internationale du travail et son rôle dans le capitalisme mondial peut être le sujet d'un autre article, mais il n'y a pas doute que l'OIT est sous l'influence des Etats impérialistes et du capital international et aide ces derniers à appliquer les politiques capitalistes dans le monde. Il ne faut toutefois pas oublier que les conventions de l'OIT et les standards internationaux du travail sont le fruit des décennies de lutte de la classe ouvrière dans le monde. Or, ce qui se passe en Iran, ne correspond guère aux conventions internationales. La République islamique ne respecte pas les standards internationaux et les principes de base de l'OIT et piétine continuellement les droits internationaux. Elle prive les ouvriers de leurs droits les plus élémentaires. Retirer la République islamique de la liste des Etats ne respectant pas les principes et droits internationaux n'est non seulement pas une mesure en défaveur des ouvriers d'Iran, mais aussi une mesure contre les principes de l'OIT. Les ouvriers d'Iran condamnent la décision ignoble de l'OIT.

« Union nationale », rêve ou réalité ?

Indépendamment du désir des dirigeants de la République islamique, la crise politique et économique s'aggrave en Iran. Les difficultés économiques et les problèmes sociaux que le pouvoir actuel a imposés aux ouvriers et travailleurs deviennent de plus en plus nombreux. La « réforme » du régime, avec la présidence de la République de Khatami qui aurait dû restreindre les crises et résoudre des problèmes a donné des résultats inverses. La grande explosion sociale inquiète toujours la classe dirigeante. Les « réformateurs » sont d'ailleurs venus pour retarder voire empêcher cette grande explosion dont les émeutes régionales, les protestations des jeunes et des femmes, la lutte des instituteurs et surtout les nombreux rassemblements et grèves ouvriers actuels sont des signes précurseurs. Il n'y a plus que les communistes et les forces révolutionnaires de gauche qui parlent de l'impasse dans laquelle se trouvent le régime et ses factions. Ce ne sont plus qu'eux qui parlent de la crise pol..... Ebrahim Yazdi (secrétaire général du Mouvement de la libération et le premier ministre des affaires étrangères de la République islamique en 1979) est revenu en Iran après plusieurs mois de séjour aux Etats-Unis alors que des membres de son parti se faisaient arrêter ou juger. Il a ensuite rencontré le mollah Karroubi, président de l'Assemblée islamique, pour lui signaler les dangers qui menacent la « révolution » (entendons la contre-révolution islamique

qui a pris le pouvoir en 1979 après avoir fait échouer la révolution). Il lui a aussi transmis ses soucis pour « la fin du régime islamique ». Il a finalement proposé « l'union nationale » pour surmonter la crise actuelle. La société iranienne affronte de nombreuses crises politiques, économiques et sociales. Selon Yazdi, « l'impasse politique » actuelle nuit au régime. Les tensions politiques empêchent les activités économiques. Elles n'attirent pas les investissements étrangers, pire les capitalistes du pays ne manifestent plus de courage pour investir. Le mouvement réformateur ne doit pas penser à la suppression des conservateurs. Ces derniers ne peuvent pas, non plus, se passer des « réformateurs ». Aucune faction ne peut plus avoir tout le pouvoir (crise du pouvoir !). Les factions du régime doivent essayer de se tolérer l'une l'autre et oublier de se neutraliser pour que les tensions diminuent. Les conservateurs ne sont pas unis. Il y en a des modérés qui pensent aussi à « l'union nationale ». Il faut espérer que ce groupe de conservateurs devient de plus en plus majoritaire. Il y a aussi des réformateurs qui peuvent tendre vers des solutions radicales, car ils sont désespérés. Les réformateurs e.. Yazdi a ajouté qu'il n'y a qu'une solution : union nationale des réformateurs et conservateurs qui se trouvent à l'intérieur et l'extérieur de l'Etat. Yazdi faisait ces déclarations alors qu'il revenait d'une douzième convocation à la justice islamique. Il a longuement fait l'éloge de Karroubi et le fait que ce dernier est bien d'accord avec lui.

Les solutions et déclarations de Yazdi ne sont pas nouvelles. Monsieur Peyman, chef du Mouvement des musulmans combattants, en a fait autant. Il a aussi fait remarquer d'énormes difficultés intérieures. Il pense que pour « la consolidation de l'unité nationale », il faut se renforcer face aux menaces extérieures. Il propose au régime de résoudre d'abord les problèmes multilatéraux intérieurs. Il invite, pour ce faire, le régime à considérer toutes les personnes qui respectent la Constitution et sont soucieuses des « intérêts nationaux ». Peyman conçoit aussi qu'il faut aller vers les conservateurs modérés. Il dit qu'il faut penser à une solution qui laisse de la place pour la participation de la société tout en respectant les « valeurs religieuses intemporelles ». Peyman propose que la loi islamique soit capable de créer un espace de sécurité pour le dialogue sans que quiconque soit supprimé. Il dit que cet espace se crée lorsqu'un « grand front », comprenant des factions du régime e..... Ce n'est pas par hasard que le directeur du journal Ressalat emploie des termes comme groupes nationaux ou objectifs nationaux. Ce n'est pas un hasard non plus lorsqu'il ne dit pas un mot sur l'islamité du régime ou le principe de la velayat-e-faghih (règne absolu et à vie du guide et numéro 1 du régime). Ce n'est toujours pas un hasard quand Nabavi met « l'orgueil national » sur l'axe de « l'union nationale ». Il est vrai que la faction conservatrice du régime (ou bien une partie de celle-ci) voit dans « l'union nationale » la solution qui sauverait le régime capitaliste islamique de l'effondrement. Cette vérité démontre que lorsque les intérêts de tout l'ordre capitaliste sont en jeu, même la bourgeoisie cléricale peut s'accorder avec les autres couches de la bourgeoisie en laissant de côté ses principes idéologiques et religieux.

Les intérêts de base de la classe capitaliste font rapprocher les factions et mènent à « l'union nationale ». Les sages de la bourgeoisie ont mis à l'ordre du jour des factions gouvernementales et non - gouvernementales « l'union nationale ». Mais la voie du projet de « l'union nationale » est sinueuse. Car il y a de nombreuses contradictions et différends qui existent toujours. N'est-il pas vrai que l'un des artisans de « l'union nationale », monsieur Ebrahim Yazdi devait se faire interroger par la justice islamique à la veille de sa rencontre avec le président de l'Assemblée islamique pendant laquelle il lui a justement parlé d' « union nationale » ? Supposons que le projet de « l'union nationale » réussisse, mais de là à penser que ce projet pourrait en même temps résoudre la crise politique et économique et sauver la République islamique ne serait qu'un rêve irréalisable. La crise politique et économique actuelle et les graves problèmes sociaux ne trouvent aucune solution dans le c.. Toutes les unions et solutions bourgeoisies visent à empêcher la solution de fond qui est le renversement

de tout le régime de la République islamique par une révolution ouvrière, une révolution qui brisera les relations et la superstructure politique archaïque actuelle pour les remplacer par un Etat neuf des conseils des ouvriers et travailleurs.

La déclaration de G. W. Bush et l'Iran

La déclaration de G. W. Bush, publiée fin juin, était courte. Elle a eu quand bien même de larges répercussions et d'importantes influences sur les tendances politiques. La déclaration de Bush a aggravé les contradictions et différends des factions de la République islamique. Elle a approfondi la crise politique.

La déclaration partielle de monsieur Bush défend ouvertement les « réformateurs » et leurs programmes politiques et économiques et réprovoque les pressions et restrictions qu'ils subissent par la faction adverse. Elle critique les « non - élus » qui sont les vrais gouvernants de l'Iran, ceux qui n'entendent pas la voix des gens et ont opté des politiques destructrices. Elle parle démagogiquement du « peuple iranien » qui « décidera du future de ce pays » ! Abstraction faite des comportements mensongers de la déclaration de Bush sur le droit des gens de se décider de leur sort, l'on constate qu'elle est différente de la position américaine qui mettait l'Iran sur « l'axe du mal ». Ce changement veut servir les vieux buts stratégiques américains. Il n'est donc pas, lui-même, stratégique mais tactique. Il se fait jour dans un contexte précis. Les Etats-Unis voulaient que la République islamique abandonne ses slogans « antiaméricains » et cela bien avant de la mettre sur « l'axe du mal ». Il..... Le problème le plus important en Iran est que la société est en ébullition. La crise politique et économique y est très grave. Les mécontentements de masses sont vastes et sans précédent. Les émeutes locales et surtout les protestations et grèves ouvrières sont en nette augmentation. Une grève politique générale et une insurrection armée de masses se dessinent en perspective. Les évolutions qui détermineront le sort de l'Etat actuel dans sa totalité. Le résultat d'un tel changement historique de fond bouleversera certainement toute cette région du monde où est situé l'Iran. C'est bien cela qui inquiète beaucoup Bush, l'Etat américain et tout capitaliste. Aujourd'hui tout le monde sait que la situation actuelle de l'Iran ne peut plus durer. Les Etats-Unis ne sont pas si imbéciles de ne pas en être conscients et ne pas avoir entendu les pré - secousses du grand tremblement. L'impérialisme américain ne peut pas être indifférent aux changements qui ne serviront ni ses intérêts ni ceux de.... La déclaration de Bush a directement eu de l'influence sur la situation politique de la République islamique en intensifiant la crise politique. Rafsandjani et Khamenei ont haussé le ton contre elle, en la qualifiant d'ingérence dans les affaires iraniennes. Ils ont ensuite demandé des manifestations de rue. Certains « réformateurs » ont parlé prudemment de la déclaration de Bush et certains autres ont choisi un silence lourd de signalements. Khatami, le « porte-étendard des réformes » a rejoint Khamenei. Et ce dernier l'a applaudi. La faction puissante du pouvoir a profité de l'occasion. Elle a mis en doute les actes « suspects » des réformateurs qui stimulent les Etats-Unis de se mêler aux affaires du pays. Les Pasdaran (gardiens de la « révolution » islamique qui sont sous le commandement direct de Khamenei) ont donné un avertissement aux « réformateurs » et à leurs journaux en publiant un communiqué. Les tribunaux islamiques ont condamné relativement lourdement des personnes jugé..... Suite à toute cette campagne orchestrée par la faction puissante du régime, les « réformateurs » n'ont pu rien faire pratiquement. Ils ont écrit une lettre à Karroubi, le président de l'Assemblée islamique, pour protester contre le communiqué des Pasdaran qui ne devraient pas intervenir dans les affaires politiques en tant

qu'organe militaire du régime. Les « réformateurs » ont ensuite appelé le ministre de la défense à l'Assemblée pour lui demander des explications, mais ce dernier a pris la part des Pasdaran et de leur communiqué ! Alors que la faction puissante du régime, celle du guide suprême, qualifiait les « réformateurs » de stimulateurs de l'interventionnisme américain pour une attaque militaire, ces derniers lui renvoyait le même raisonnement qui causerait le même résultat : attaque militaire américaine contre la République islamique ! Dans tous les cas, il est clair qu'après la déclaration de Bush les différends et contradictions internes du régime se sont accentués et sa . La déclaration de Bush a donc accentué les différends et contradictions de l'Etat islamique et aggravé la crise politique, elle a eu aussi des conséquences sur la position de l'Union européenne par rapport à la République islamique. Le président des Etats-Unis s'est pratiquement approché aux positions de l'Union européenne et cette dernière s'est ajustée à la déclaration de Bush, pour ses propres intérêts, en mettant un peu plus de pression sur la République islamique. Javier Solana, le chef de la diplomatie européenne est allé à Téhéran le 29 juillet, pour avoir des discussions avec le ministre des affaires étrangères de la République islamique qui l'avait invité, mais aussi avec Khatami, Rafsandjani et certains députés de l'Assemblée islamique. Solana a ensuite publié un communiqué dans lequel il a qualifié la situation des réformes de « désespérante ». Il a signalé que les accords entre l'Iran et l'Union européenne ne comprennent pas que des questions économiques mais aussi celles..... Il est évident que l'Union européenne et les Etats-Unis ont des contradictions bien précises, mais la déclaration de Bush a rapproché leurs positions sur la République islamique et cela met dans l'embarras cette dernière. Ce problème restreint le champ d'action de la République islamique et propage plus de discordes dans ses factions pour prendre une position commune sur l'Union européenne et les Etats-Unis.

Il est peut-être opportun de dévisager un peu la position de l'opposition réformiste et de droite d'Iran. Entendons par l'opposition réformiste et de droite celle qui résume les revendications des masses soit dans les volontés et programmes des factions de la République islamique, soit dans ceux des partis bourgeois. Ce sont des groupes qui ont concentré tous leurs efforts dans la sauvegarde de l'ordre actuel et appelle les ouvriers et travailleurs à ne pas s'en prendre à l'ordre actuel. En bref, il s'agit des tendances et groupes politiques qui sabotent sans cesse le mouvement des masses populaires afin de les persuader de suivre la bourgeoisie et l'Etat. Ils se sont tous réjouis de la déclaration de Bush. Ils ont même dit que la déclaration de Bush n'est autre que ce que veulent les épris de libertés et le peuple d'Iran ! Ils ont considéré que la déclaration de Bush est un signe fort du soutien international au peuple iranien !

Il faut dire que les mêmes raisons qui inquiètent Bush et compagnie inquiètent aussi les groupes d'opposition bourgeoise d'Iran. Le fait que les gens soient frappés de « désespérance » par les réformateurs islamiques tel que la société tombe dans des « incivilités » de « protestations de rue » inquiète aussi bien monsieur George W. Bush que les maîtres de compromis qui sont les dirigeants de l'opposition bourgeoise iranienne. Celles et ceux qui ont dit leur désaccord, à maintes reprises, des émeutes radicales de masses et de la révolution ouvrière ne pouvaient que trouver du réconfort et de l'appui dans la déclaration du cow-boy de la Maison Blanche. Ils ne pouvaient que remercier le Ciel pour la déclaration que Bush a bien voulu publier. Ils ne savent peut-être pas que les révolutions et grandes explosions sociales se font à cause de la convergence d'un certain nombre de contradictions de classe bien précises. C'est pourquoi ces mêmes révolutions sauront très bien dégager leur voie

La crise en Iran est beaucoup plus profonde que les "réformateurs" ne pensent

Le Front de la participation de l'Iran islamique (FPI) est le principal groupe politique qui soutient Khatami. Il a été fondé avec des prétentions de réformer et de démocratiser la République islamique. Il a publié au mois d'août la déclaration finale de son 3ème congrès. Il y a clairement accepté l'échec des réformes en menaçant la faction adverse de quitter le pouvoir.

En signalant les différentes crises dont la République islamique affronte, la déclaration met en garde tous les dirigeants et responsables du régime des "conséquences imprévisibles" qu'elles entraîneraient et d'une "situation incontournable".

La déclaration énumère les crises et dit: "La première crise et peut-être la plus importante est celle de la légitimité ou bien de la crédibilité. Elle est la source de plusieurs autres crises. Cette crise revêt des formes différentes, entre autres la crédibilité des responsables, le gouffre juridique de l'acceptation des lois, la possibilité d'occuper justement les postes d'Etat, le problème de la justice et de la liberté etc." La déclaration rappelle des statistiques officielles et en tire une conclusion ainsi: "Lorsque l'alternance des élites du pouvoir s'arrête et la caste du pouvoir se partage entre environ 2000 individus, souvent attachés par des liens de parenté, le gouffre précité ne cesse de s'élargir."

L'importance politique de cette partie de la déclaration finale du 3ème congrès du FPI est que le principal groupe de la classe dirigeante qui occupe les pouvoirs législatif et exécutif avoue ouvertement que le régime de la République islamique n'est plus crédible auprès des gens et qu'il est en faillite politique. Sinon la crise de la "légitimité" ou de la "crédibilité" veut-elle dire autre chose? Mais la crise de la légitimité n'est pas la principale crise du régime. Par conséquent sa solution ne résout rien pour sauver le régime de la crise politique dans laquelle elle s'engouffre. La crise principale est beaucoup plus importante que la crise de la légitimité. La crise de la légitimité est une partie d'une crise plus générale qui est la crise politique et qui couvre maintenant tous les piliers du régime. S'agissant de la crise politique, le problème ne se résume pas à savoir si le régime de la République islamique est crédible auprès des gens ou si leur vote appuie le pouvoir en p..... is et règlements islamiques. Ils scandent des slogans contre le régime et se moquent de ses dirigeants. Ils ne font pas attention aux "valeurs sacrées" du régime. La déclaration avoue que l'effondrement de certaines parties de la superstructure est déjà en train de se faire. La déclaration du FPI remarque qu'il existe une crise d'identité et des croyances religieuses. Elle précise : "A aucun moment de l'histoire d'Iran, l'institution religieuse n'a été aussi inefficace que maintenant et toutes les crises n'ont été autant inscrites au nom du clergé." Elle continue dans les termes suivants: "Il y a le même processus par rapport aux valeurs islamiques. La place de la religion et de la moralité dans la société est en danger grave." Mais ce n'est qu'un début. La République islamique et le clergé ont impitoyablement opprimé les gens ces dernières années; les catastrophes que l'islam a causées sont tellement effroyables qu'il faut attendre voir ce que les gens feront avec l'appareil cléric.. Le fait que les gens luttent de plus en plus ouvertement et directement contre le régime de la République islamique, une lutte plus intense et plus conséquente ces dernières années, et le fait que la crise politique actuelle s'approfondisse davantage ont accentué les contradictions internes de la classe dirigeante. L'impuissance et la faiblesse des factions font qu'il y ait une crise de régime et une fracture au sein de l'appareil d'Etat. La réalité est que les émeutes populaires de la fin des années 1980 et du début des années 1990 ont montré les premiers

signes de la crise ouverte et l'inefficacité des méthodes que la République islamique optaient pour les réprimer. Une partie de la classe dirigeante a bien compris que l'on ne peut plus gouverner comme avant. Elle a alors pris de nouvelles tactiques pour réformer la superstructure politique dans le but de sauver l'ordre économique - sociale et politique existant. Mais une faction s'y est opposée et voulait continuer les anciennes ta..... Toutes ces réalités prouvent qu'il existe une crise du pouvoir en Iran et qu'aucune des deux factions de la classe dirigeante ne peut gouverner. Car elles ne peuvent pas apporter de réponse à la hauteur de la crise. Elles n'ont aucune solution pour les difficultés et besoins de la société. Leurs politiques respectives ont échouées. Le FPI précise dans sa déclaration que la situation actuelle ressemble à "une situation politique paralysée où aucun des deux parties ne peut avancer." Les groupes bourgeois à l'extérieur du régime n'ont pas une meilleure posture. Ils n'ont pas de solution pour les besoins immédiats et revendications des masses laborieuses d'Iran. Ils ont beaucoup investi sur Khatami et sa faction dite réformatrice sans gagner grand-chose. La crise actuelle a besoin d'une solution révolutionnaire par un pouvoir révolutionnaire. Etant donné que la classe ouvrière n'a pas encore la possibilité de prendre le pouvoir et de résoudre la crise d'une manière révolutionnaire, la cr.. La déclaration du FPI énumère les différentes crises du régime et les barrières empêchant les "réformes" et conclut que "la situation actuelle ne permet pas la progression des réformes". On dirait qu'il y a eu déjà des réformes et que maintenant il y a des barrières qui ne laissent pas leur progression! Quel est donc le problème? La déclaration dit: "Notre principal problème est toujours l'inflexibilité de la structure politique. Après 5 ans de soi-disant réformes, ils disent diplomatiquement que la République islamique n'est pas réformable; "la structure politique" est inflexible, disent-ils. Celles et ceux qui ont constitué le Front de la participation de l'Iran islamique ont toutes et tous pris part à monter cette même "structure politique". L'ont-ils donc faite sans en connaître les contours? Non. Mais alors que faut-il faire? "Il est temps que le mouvement réformateur fasse des changements fondamentaux dans ces lignes et tactiques", répondent-ils. Que veut dire cela? "Si les dur.....